

La délinquance à la Carene

Bilan 2010

Juin 2011



Introduction

Chaque année, la Carene réunit un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD). Mis en place en 2003, ce comité permet de réunir une fois par an l'ensemble des parties prenantes à l'échelle de la communauté d'agglomération.

Afin d'alimenter le diagnostic et la réflexion lors de ces séances, le pôle social de l'Addrn publie de manière concomitante un Bilan annuel de la délinquance, à partir des données transmises par les services de Police et de Gendarmerie. S'il s'agit là d'un élément indispensable à la compréhension de la délinquance sur le territoire et à la formulation d'objectifs de prévention par les collectivités, il doit néanmoins être complété par le vécu des habitants et des communes. En effet, ce document, issu de statistiques officielles, fait état de la criminalité connue et non de la criminalité vécue (révélée par les enquêtes de victimation).

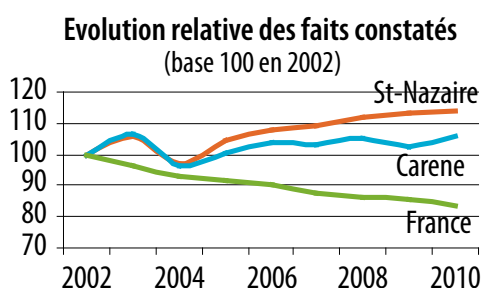
Des faits de délinquance concentrés le long de l'estuaire et du littoral

7 473 faits constatés ...

Les services de Police et de Gendarmerie ont enregistré **7 473 infractions** en 2010 sur la Carene, soit une hausse de 3,2 %. Comme le montre le graphique ci-contre, les tendances amorcées depuis quelques années à différentes échelles se poursuivent :

- La hausse enregistrée sur la Carene s'inscrit en fait dans une relative stabilité du nombre de faits constatés depuis 2002.
- Saint-Nazaire enregistre une tendance à la hausse du nombre de faits constatés depuis 5 ans, bien que celle-ci ait considérablement ralenti cette année (+0,3 %).
- A l'inverse, la France voit son nombre d'infractions diminuer régulièrement depuis 2002.

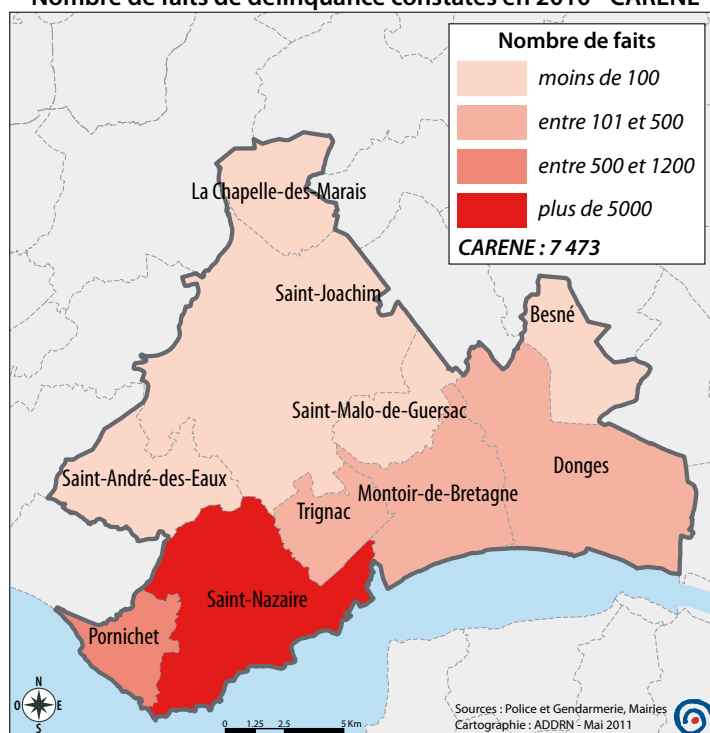
La hausse constatée sur la Carene cache des évolutions différentes selon les communes : elle résulte en effet principalement d'un plus grand nombre de faits enregistrés à Pornichet, Trignac, Donges, et Montoir-de-Bretagne. Sur ces trois dernières communes, la hausse fait suite à une baisse en 2009.



... essentiellement le long du littoral et de l'estuaire

Les trois quarts des faits ont été constatés dans la ville centre Saint-Nazaire, qui est aussi la commune la plus peuplée du secteur : la délinquance est en effet avant tout un phénomène urbain. Dans une moindre mesure, les faits ont été commis le long de la côte et de l'estuaire, sur des espaces à vocation touristique (Pornichet) ou économique (zone industrielle et portuaire d'importance sur les communes de Montoir et de Donges) [carte].

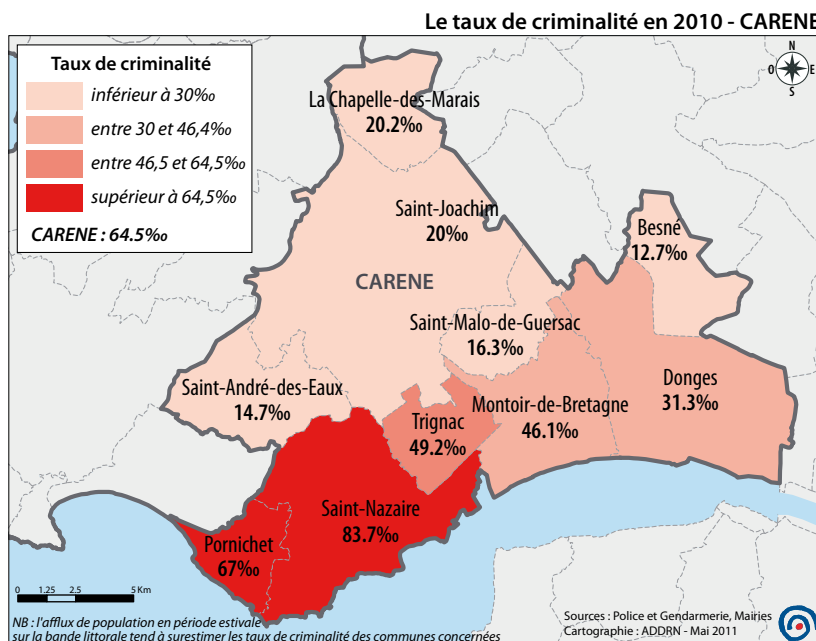
Nombre de faits de délinquance constatés en 2010 - CARENE



Un taux de criminalité un peu plus élevé que la moyenne nationale

Le **taux de criminalité**, qui rapporte le nombre de faits constatés au nombre d'habitants, s'élève à **64,5 ‰** à l'échelle de la Carene en 2010. Pour comparaison, il était de 56,4 ‰ en France pour l'année 2009. Il s'agit donc d'un taux de criminalité un peu plus élevé, qui s'explique à la fois par la présence sur le territoire d'un pôle urbain, **Saint-Nazaire**, et par la vocation touristique de la commune de **Pornichet**. En effet, l'afflux de population en période estivale tend à surestimer les chiffres de la délinquance sur cette commune [carte]. On retrouve ce même phénomène sur les communes littorales de la communauté d'agglomération voisine de Cap Atlantique.

A l'inverse, les taux de criminalité sont particulièrement faibles dans l'espace rétro littoral, plus rural.



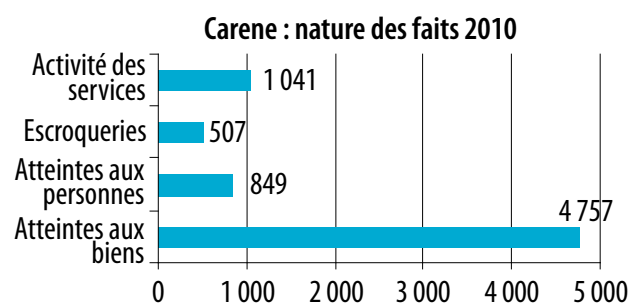
Caractériser les faits de délinquance : principalement des atteintes aux biens

Afin de mieux caractériser les faits de délinquance et d'en mesurer les évolutions, l'Observatoire National de la Délinquance distingue quatre catégories d'infractions : les atteintes aux biens, les atteintes volontaires à l'intégrité physique, les escroqueries et infractions économiques et financières, et les infractions révélées par l'activité des services. Un même fait pouvant être recensé dans deux catégories différentes, il n'est pas possible de les agréger.

- Les *atteintes aux personnes*, c'est-à-dire à l'intégrité physique représentent 850 faits en 2010. Dans 7 cas sur 10, il s'agit de violence physique non crapuleuse (n'ayant pas pour objet un vol). Bien souvent, une **alcoolisation excessive** est à l'origine de ces troubles.
- Enfin, ont aussi été comptabilisées environ 500 *infractions économiques et financières* sur la Carene en 2010. Il s'agit ici essentiellement d'abus de confiance, de détournements et d'escroqueries au moyen de chèques et de cartes de crédit.

De très nombreux vols

- Sur la Carene, il s'agit le plus souvent d'*atteintes aux biens*, et plus particulièrement de **vols** (vols simples contre des particuliers, vols de véhicules à moteur...) et de **dégradations** [graphique].
- Plus d'un millier d'infractions ont également été révélées à l'*initiative des services* de Police et de Gendarmerie. Cette dernière catégorie comprend principalement des infractions à la législation sur les **stupéfiants** et des affaires de **recels**.

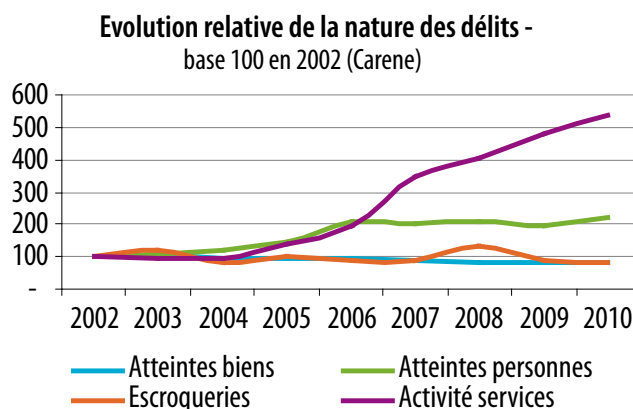


La hausse de la délinquance générale sur la Carene constatée en 2010 s'explique principalement par l'augmentation :

- **Du nombre des faits révélés à l'initiative des services de Police** (+117 faits). Cette évolution s'inscrit dans une tendance à la hausse depuis 2004 pour cette catégorie d'infractions, en lien avec une politique proactive des services de Police.
- **Du nombre d'atteintes aux personnes** (+104 faits). Après avoir beaucoup augmenté sur la période 2002-2006, celles-ci s'étaient relativement stabilisées ces dernières années. Comme aux niveaux national et départemental, les violences repartent donc à la hausse en 2010, en particulier les violences physiques non crapuleuses, telles que violences intra familiales, altercations entre voisins ou à l'encontre de policiers. Cette hausse reflète donc autant une évolution des phénomènes sociaux qu'une hausse du nombre de délits.

Les *atteintes aux biens* enregistrent aussi une légère hausse en 2010 (+53 faits), mais qui s'inscrit dans une nette tendance à la baisse depuis 2004.

Enfin, les *escroqueries et infractions économiques et financières* sont un peu moins nombreuses que l'an dernier (-38 faits), comme aux niveaux national et départemental. Cette évolution est cependant à mettre en lien avec une modification des règles d'enregistrement de ces deux types d'infractions à la fin de l'année 2009, et cache une augmentation des escroqueries sur Internet, du fait de l'accroissement des transactions en ligne.



Loire-Atlantique : 3 priorités fixées pour 2011

- lutte contre les véhicules incendiés ;
- lutte contre les cambriolages ;
- lutte contre les violences faites aux personnes

L'indicateur de pilotage des services (IPS) : baisse des faits les plus générateurs d'insécurité

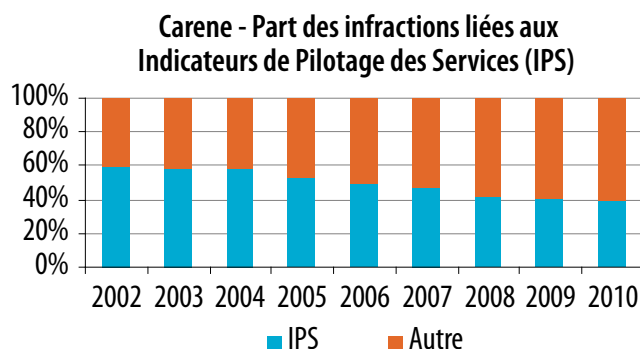
L'indicateur de pilotage des services (anciennement « délinquance de proximité ») agrège les infractions les plus perceptibles par la population, ce qui permet de renseigner sur l'état du sentiment de sécurité des habitants.

Une baisse continue des faits les plus générateurs d'insécurité depuis 8 ans

Malgré un contexte économique difficile en 2009 et 2010, l'indicateur IPS a continué à diminuer régulièrement, en valeur absolue et en part relative (par rapport au total des faits de délinquance), et ce depuis 2002 [graphique]. Il représente désormais un peu moins de 40 % des infractions, contre 59 % en 2002.

Ce sont deux communes de Brière qui enregistrent les taux les plus élevés (plus de

la moitié des faits) : **Saint-Malo-de-Guersac et Saint-Joachim**. Il s'agit là de petites communes peu concernées par la délinquance, et où les faits relèvent davantage de vols, de cambriolages ou de dégradations, que de violences, d'escroqueries ou encore de trafic de stupéfiants.



Le sentiment d'insécurité dans le quartier ou au domicile de 2007 à 2010 (enquête de victimation nationale)

En avril 2010, 20,5 % des personnes de 14 ans et plus interrogées ont déclaré qu'il leur arrive de se sentir en insécurité dans leur quartier, soit une proportion en hausse régulière sur la période 2007 à 2010. On observe une même tendance à la hausse concernant le sentiment d'insécurité au domicile.

L'enquête révèle pourtant une relative stabilité du nombre de victimes de vols et tentatives de vols, ainsi que du nombre de victimes de violences physiques ou sexuelles.

A noter que les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à souffrir de ce sentiment d'insécurité.

Types d'infractions et évolution

A l'échelle de la Carene, il s'agit le plus souvent de dégradations, de cambriolages et de vols en lien avec des véhicules. A noter plus particulièrement cette année, que :

- Si les cambriolages d'habitations ont été moins nombreux, les **cambriolages de locaux commerciaux, industriels et financiers** ont enregistré une hausse non négligeable, comme à l'échelle départementale. Pour enrayer ce phénomène, une cellule anti-cambriolages a été créée en 2010 en Loire-Atlantique. La mise en place d'une cartographie opérationnelle des vols avec effraction, l'étude de la typologie des faits et des auteurs, l'augmentation du nombre d'enquêtes de voisinage, la systématisation du recours à la police technique et scientifique et le suivi des revendeurs d'occasion ont permis le retour à la fin de l'année à des chiffres proches de ceux des années précédentes.

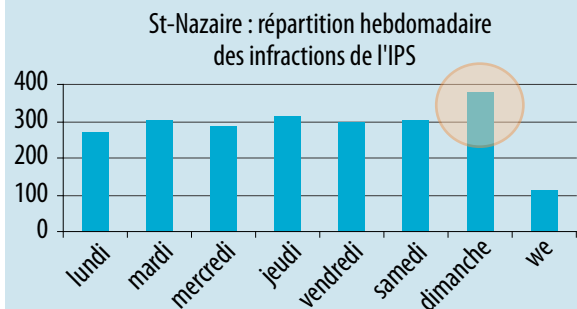
Faits liés aux indicateurs de pilotage des services (IPS)

	2010	%	Evol 2009-10
dégradations volontaires	910	31 %	-77
cambriolages	666	23 %	+65
vols à la roulotte	401	14 %	-14
vols de deux roues	294	10 %	-23
vols d'accessoires sur véhicules automobiles	277	9 %	-15
vols de véhicules automobiles	202	7 %	+38
vols à la tire	135	5 %	+13
vols avec violence	62	2 %	-12

- Les **vols de voitures** ont également été plus nombreux cette année sur la Carene. Il s'agit souvent de voitures ayant déjà une dizaine d'années, dépourvues des systèmes de sécurité moderne.
- L'ouverture du centre commercial « Ruban bleu » dans la ville centre, attractif, génère un nombre croissant de **vols à l'étalage** à Saint-Nazaire (+51 % en 2010). Des agents de surveillance de sécurité privée ont été recrutés pour sécuriser cet espace.
- A contrario, les **dégradations volontaires** ont enregistré une baisse importante. A Saint-Nazaire, la prolifération des tags a été freinée grâce à la mise en place par la mairie de leur nettoyage rapide.

Saint-Nazaire : quand sont le plus souvent commises les infractions répertoriées par l'IPS ?

Les infractions liées à l'indicateur de pilotage des services ont plus souvent lieu le dimanche que les autres jours de la semaine [graphique]. Près de la moitié des faits sont également commis la nuit, entre 21h00 et 6h00 du matin.



Violences urbaines

Le Commissariat de Police de Saint-Nazaire a pu constater que, « hormis un mois de janvier particulièrement touché par les violences urbaines, le reste de l'année a été nettement plus calme, malgré quelques tensions très perceptibles dans les quartiers à l'approche de la saison estivale ». Et depuis janvier 2011, une baisse significative de 50 % des violences urbaines a été constatée.

A l'échelle de la Loire-Atlantique, le nombre de véhicules incendiés a augmenté de 19 % en 2010, soit 939 en 2010, dont 80 sur la circonscription de Saint-Nazaire.



STRAN : une augmentation des actes d'incivilité ces dernières années

Alors que la STRAN enregistrait 13 actes d'incivilité en 2006 sur son réseau, elle en dénombre 60 pour la seule année 2010. En revanche, leur nature reste sensiblement la même. Il s'agit, pour la majorité d'actes de vandalisme, suivis de près par les agressions verbales. Une tendance se confirme également sur la localisation des incivilités : les quartiers du centre ville et ceux de l'ouest de Saint-Nazaire (Bouletterie, Heinlex, Chesnaie) ne représentent plus les lieux de concentration de cette délinquance comme cela pouvait être le cas avant 2005 ; on observe une plus grande dispersion sur l'ensemble de la ville.

Plus de 3 000 mises en cause

Attention ! Une même personne peut être mise en cause plusieurs fois dans l'année

Une augmentation continue du nombre d'interpellations depuis 6 ans

En 2010, on compte près de **3 100 mises en cause**, dont les trois quarts à Saint-Nazaire et 8 % à Pornichet, c'est-à-dire les deux communes les plus peuplées de la communauté d'agglomération.

Il s'agit là d'un chiffre globalement **en hausse** (+4 %) y compris pour les interpellations de mineurs [graphique], en hausse de 3 % entre 2009 et 2010.

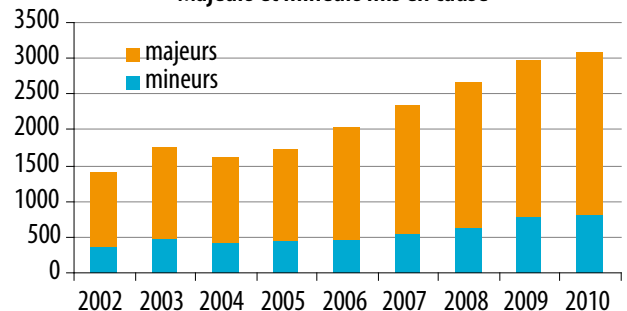
Néanmoins, 3 communes enregistrent une baisse : Trignac (-39 interpellations) et dans une moindre mesure La Chapelle-des-Marais (-15 interpellations) et Besné (-10 interpellations).

Comme l'an dernier, plus du **quart des mises en cause concerne des individus mineurs** (plus de 800 interpellations). Il s'agit là d'une proportion similaire à celle que connaît Cap Atlantique mais nettement plus importante qu'en France (18 % en 2009).

A noter qu'après 8 années de hausses consécutives, le nombre d'interpellations de mineurs a légèrement diminué à Saint-Nazaire. En particulier, le nombre de mineurs de moins de 13 ans a enregistré une baisse importante, après une hausse inquiétante l'an passé.

La **part des femmes** dans les mises en cause est de l'ordre de 16 % en 2010, comme sur l'EPCI voisin de Cap Atlantique. Cela correspond également à la proportion constatée à l'échelle nationale.

Majeurs et mineurs mis en cause

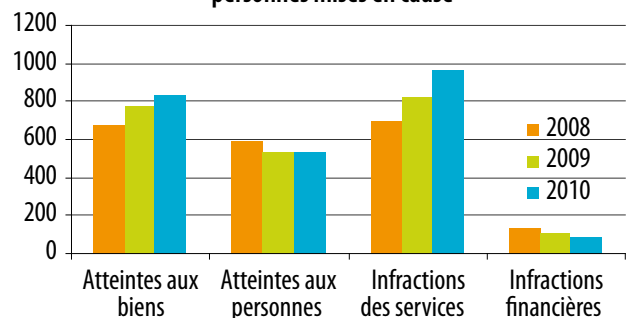


Saint-Nazaire et Pornichet : type d'infractions commises

Des données plus précises sur ces deux communes permettent d'aller plus loin dans l'analyse des infractions commises par les personnes interpellées.

Ainsi, les personnes mises en cause le sont le plus souvent **du fait de l'activité des services** (infractions à législation sur les stupéfiants, recels...) ou pour des **atteintes aux biens** (principalement pour des vols, des cambriolages et des dégradations) et ce de plus en plus [graphique]. Elles le sont dans une moindre mesure pour des **atteintes aux personnes**, et que très rarement pour des **escroqueries**, celles-ci étant particulièrement difficiles à investiguer (a fortiori concernant les **escroqueries** sur Internet, de plus en plus nombreuses).

Type d'infractions commises par les personnes mises en cause



Ces données permettent également de mettre en évidence un profil un peu différent des interpellations de mineurs. Ainsi, les **mineurs** mis en cause l'ont principalement été pour des vols simples, des faits de violence non crapuleux, des affaires de recels ou de stupéfiants, et, dans une moindre mesure pour des dégradations et des cambriolages.

Globalement, ils sont plus souvent mis en cause pour des atteintes aux biens que les majeurs.

Les **femmes** sont quant à elles plus souvent mises en cause pour des escroqueries que les hommes et plus rarement pour des infractions à la législation des stupéfiants.

« La médiation, une démarche de proximité au service de la cohésion sociale et de la tranquillité publique »

Depuis une dizaine d'années, les démarches de médiation sociale se multiplient en France. Face à la complexification des problèmes sociaux, aux différentes incivilités, mais aussi aux constats de repli social, de crainte de l'autre ou encore de sentiment d'insécurité, la médiation offre un nouveau mode de régulation sociale.

La médiation sociale repose sur des interventions de proximité fondées sur l'écoute, la réactivité, le dialogue entre la population et les institutions et entre les habitants eux-mêmes, et vise à réduire les tensions et à prévenir les petits conflits de la vie quotidienne (voisinage, usages divergents des espaces collectifs, stationnement...).

Une présence humaine renforcée dans les espaces publics et dans certains quartiers difficiles permet en effet de rassurer, de mieux garantir l'égalité dans l'usage de l'espace public, de faire le lien entre les habitants et les gestionnaires (bailleurs sociaux, ville, Police...), de signaler des dysfonctionnements, mais aussi de réactiver des attitudes civiques quotidiennes, de sensibiliser, ou encore de prévenir les incivilités et les dégradations.

Les expériences de médiation sociale françaises ont démontré leur participation active à la prévention de la délinquance et de l'exclusion, au renforcement de la cohésion sociale et à l'amélioration de la tranquillité publique. Ce dernier point est un élément important de la qualité de vie des habitants et représente de fait un enjeu également pour les élus et les professionnels. En outre, ces pratiques expérimentent de nouvelles formes de relations sociales qui développent une plus grande humanité dans les rapports entre les gens.

Aujourd'hui, des réflexions sont en cours pour développer, structurer et professionnaliser ces activités et services de médiation.

Petit Lexique

Délinquance : ensemble des crimes et délits (ne prend pas en compte les contraventions ni les infractions routières)

Crimes : infractions les plus graves selon le Code Pénal, jugées par une Cour d'assises

Délits : infractions moyennement graves selon le Code Pénal, jugées par un Tribunal correctionnel

Contraventions : infractions les moins graves selon le Code Pénal, jugées par un Tribunal de police ou par une procédure simplifiée

Infractions révélées par l'activité des services : délits qui n'engendrent pas de victime directe et qui sont révélés par l'action répressive des services de Police et de Gendarmerie. Ce sont principalement des infractions à la législation sur les stupéfiants, à la police des étrangers et les recels

Infractions économiques et financières : appropriations de biens ou de valeur par tromperie ou fraude

Mis en cause : personne contre laquelle ont été réunis au cours de l'enquête des éléments attestant qu'elle est auteur, coauteur ou complice d'un crime ou d'un délit

Vols à la tire : subtilisation d'objets à l'insu de leur propriétaire, alors qu'il les porte sur lui, notamment dans les poches (~ pickpocket)

Vols à la roulotte : vol commis dans un véhicule ou dans une roulotte

Faits constatés : crimes ou délits, commis ou tentés, consignés dans une procédure qui sera transmise à l'autorité judiciaire





agence pour le développement durable de la région nazairienne
Directeur de publication : Nicolas Terrassier | Rédaction : Marion du Crest | Cartographie : Alice Loiseau | Infographie : Sandra Biguet
109 Centre République - BP 326 - 44615 Saint-Nazaire Cedex | Tél : 02.40.00.36.99 | Fax : 02.40.66.50.05
E-mail : contact@addrn.fr | Site : www.addrn.fr